

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2489>



Virginie Solunto : se mobiliser autour des moyens pour l'école

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de janvier 2018 -



Date de mise en ligne : mercredi 24 janvier 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La première carte scolaire de l'ère Macron-Blanquer est attendue avec inquiétude par les départements. Elle sera à l'image d'un gouvernement qui veut poursuivre la baisse du nombre de fonctionnaires, déléguer les missions de service public au privé et qui a comme objectif d'organiser une école du tri social conforme aux attentes patronales. Les 3.880 postes annoncés et répartis dans les académies ne seront de loin pas suffisants pour commencer à enrayer le sous-investissement chronique du premier degré que pointent toutes les études internationales. Les moyens sont insuffisants pour améliorer la situation difficile que vivent au quotidien les enseignantes et enseignants : des effectifs pléthoriques, le manque de remplaçants et de formation continue, la disparition des RASED ainsi que celle des PDM mais aussi la suppression des aides à la direction d'école, l'insuffisance de personnel pour permettre l'inclusion ou le manque de place dans les structures spécialisées...

Mais l'ambition que notre école serait en droit d'attendre n'a pas été le choix budgétaire du gouvernement. La dotation ne permettra même pas la mise en place de la mesure phare de la politique Macron du dédoublement des CP et CE1 en Rep et Rep+ qui à elle seule demanderait près de 6 400 postes. Combien de départements, sans Rep+, vont payer le prix fort et rendre des postes pour assurer le dédoublement des classes dans leur académie. La pression de l'Education Nationale et le chantage aux fermetures de classes vont pousser les communes à fusionner dans les campagnes pour gagner par-ci, par-là quelques postes de direction ou des classes, faisant peu de cas des conditions de travail des enseignants et du bien-être des élèves en rallongeant les temps de transport. On va continuer aussi à fusionner maternelles et élémentaires dans les villes, avec des écoles à la taille de petits collèges, mais sans moyens administratifs. Le dédoublement va permettre d'exiler encore plus de cours moyens vers les collèges de secteur, en milieu rural mais aussi en éducation prioritaire. Une fois de plus, par manque de locaux, ce sont les contraintes budgétaires qui vont dicter l'organisation pédagogique des écoles, avec des CP ou CE1 à 24 en co-intervention. La plus grande vigilance sera nécessaire pour que les classes à 12 élèves n'impactent pas le e/c des écoles et pour que les décharges des directeurs tiennent compte des classes dédoublées. Les effectifs des classes, jusqu'en éducation prioritaire, vont exploser mettant à mal la réussite des enfants de milieu populaire bien loin de la nécessaire attention que l'Etat devrait leur porter pour qu'inégalités sociales ne rime pas avec inégalités scolaires.

Partout en France, le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire doit appeler à des grèves et des manifestations. C'est de notre responsabilité d'interpeler nos collègues, les parents d'élèves et à travers eux toute la société sur la réalité qui se cache derrière la mise en place des CP à 12 et la rentrée en chanson.

A chaque étape, JM Blanquer évaluera le rapport de force. C'est dès l'exécution de son premier budget que nous devons descendre dans la rue. C'est l'inaction qui est démoralisante. Le SNUipp FSU doit organiser une campagne nationale de mobilisation avec des grèves départementales à l'occasion des CDEN et impulser une action unitaire pour fédérer largement les réactions contre cette carte scolaire dévastatrice. Nous devons donner un débouché revendicatif et collectif à la colère qu'engendre la dégradation de nos conditions de travail et remettre en avant la lutte pour une démocratisation de la réussite scolaire.